

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1415

Artikel: Une nouvelle Amérique...
Autor: Brutsch, François / Pochon, Charles-F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025876>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une nouvelle Amérique...

Après Moscou, Cuba, la Suède, la Chine, Prague, le Kampuchea, le Portugal ou le Burkina-Faso, la gauche finit le siècle en panne de pèlerinage. La Troisième Internationale n'existe plus, la Deuxième tend vers l'universalisme (de Yasser Arafat à Tony Blair en passant par les ex-communistes), comme la Conférence de Seattle de l'Organisation mondiale du commerce, en décembre 1999, l'a illustré: les socialistes étaient partout, du Directeur général (travailleuse néo-zélandaise) aux manifestants, en passant par les chefs des délégations incarnant les divers camps.

Est-ce à dire que la gauche n'existe plus, n'a plus de message, a épuisé sa force propulsive et achevé sa mission historique? Le monde change, la société évolue mais les valeurs de liberté et de justice pour tous, elles, sont immuables.

C'est dans cet esprit bouleversé par le doute et la transformation qu'est apparu le débat sur la troisième voie. DP, expression depuis 1963 d'une gauche réformatrice, souhaite ouvrir le débat, présenter et développer une série d'articles sur ce sujet, utiles pour réfléchir à la situation suisse.

Dans ce numéro, François Brutsch explique l'origine et le contexte de ce mouvement.

APRÈS L'ÉCLATANTE VICTOIRE des «nouveaux travaillistes» en mai 1997, on pouvait croire à une simple voie nationale originale. La déclaration Blair-Schröder de juin 1999 est venue témoigner d'une ambition plus large: renouveler la gauche, proposer un nouveau modèle en l'approfondissant d'abord dans les deux pays. Malencontreuse erreur de calendrier: le retentissement du manifeste peaufiné par Peter Mandelson et Bodo Hombach a souffert du recul, la semaine suivante, du Labour et du SPD (pour des raisons conjoncturelles internes) à l'élection du Parlement européen. Une échéance électorale qui n'était pourtant pas l'objet du texte.

Chronologiquement, on peut noter un premier séminaire international à l'Université de New York en automne

1998, réunissant théoriciens et acteurs de la troisième voie autour du couple Clinton et de Tony Blair. Le 25 avril 1999, une table ronde à Washington rassemble Bill et Hillary Clinton, Tony Blair, Gerhard Schröder, le Hollandais Wim Kok et Massimo d'Alema. Elle est suivie de la Conférence de Florence les 20 et 21 novembre 1999 à laquelle participent également Antonio Guterres, premier ministre du Portugal, Fernando Cardoso, président du Brésil, et Lionel Jospin, premier ministre français. Et la prochaine rencontre est annoncée pour ce printemps en Allemagne.

Empirisme

Si le spectre de la création d'une nouvelle Internationale rassemblant

Voie française ou suisse

AUJOURD'HUI LA TROISIÈME voie désigne une démarche de renouvellement idéologique de la gauche face à la droite néo-libérale, d'une part, et à la gauche traditionnelle, d'autre part.

Mais dans le passé, l'expression a été accommodée à de multiples sauces:

- la tentative centriste d'échapper au clivage gauche-droite (l'économie sociale de marché en Allemagne, l'introuvable troisième voie dans le débat politique français sous la IV^e et la V^e République);
- la recherche d'un système économique qui dépasse l'antagonisme entre planification étatique et marché (l'économiste du Printemps de Prague Ota Sik en 1968);
- dans une certaine gauche française des années soixante, la prétendue convergence entre un capitalisme appriivoisé et un «socialisme» (des pays de l'est) humanisé.

Charles-Ferdinand Pochon nous rappelle quelques pistes moins connues fréquentées par la troisième voie:

Sans remonter au 19^e siècle, notons cet extrait de l'hebdomadaire *L'Eveil démocratique* du 28 mars 1909 qui relate une conférence du «Sillon», mouvement catholique animé par Marc Sangnier: «Une distinction est faite entre la thèse libérale, la thèse du socialisme et la thèse sillonniste». Si le mot n'est

pas prononcé, la troisième voie est marquée. Elle s'appellera «La Troisième Force» au lancement de la revue *Esprit* en 1932. Mais le besoin d'action manifesté par Georges Izard et ses proches conduira à une scission de la revue animée par Emmanuel Mounier. En fait, le personnalisme devait être cette troisième voie. En témoigne le titre du livre publié par Mounier en 1934: *Révolution personaliste et communautaire*, donc ni individualiste ni communiste. Les idées du père du personnalisme ont souvent été mal comprises et taxées de crypto-fascistes par des auteurs nourris de certitudes.

On trouve l'idée de troisième voie en Suisse également avec le mouvement «*Entscheidung*» dont le centre était à Lucerne et dans le «Mouvement des lignes directrices» regroupant la gauche modérée et une fraction de la bourgeoisie et de la paysannerie.

Après la guerre, l'idée renaît. En France par exemple cette troisième force vise à constituer un pôle de centre-gauche dont les socialistes de la SFIO et les démocrates-chrétiens seraient les piliers. Le groupe socialiste romand de Berne a consacré deux séances au sujet «Socialisme et troisième force» pour préparer le congrès du Parti socialiste suisse d'avril 1948.

fb/cfp

les partis de centre-gauche a disparu, on assiste bien néanmoins à l'émergence d'un véritable mouvement. Rien à voir avec la caricature selon laquelle les élus qui incarnent la troisième voie sont des opportunistes flottant au gré du vent et des sondages, s'ils ne sont pas simplement de droite. Un tel prosélytisme n'est pas non plus conforme à l'image d'un courant centriste, pragmatique et prudent: bien au contraire il s'agit d'un réformisme radical. Mais c'est un projet idéologique empirique (c'est juste si ça marche) et non dogmatique (c'est juste si c'est conforme à la doctrine). D'où l'importance donnée à l'expérimentation, à

Et la Suisse dans tout ça?

LA TROISIÈME VOIE comme véhicule politique ne concerne guère la Suisse dans la mesure où son système électoral n'est pas fondé, comme les régimes parlementaires ou même les régimes présidentiels à l'américaine ou à la française, sur la conquête du pouvoir, l'alternance de majorité et de minorité. «Ni Thatcher, ni Blair»: ses institutions mettent la Suisse à l'abri de toute révolution. Le jeu consiste à faire évoluer le consensus général, il n'y a ici que des minorités qui composent comme elles le peuvent, sous le contrôle permanent de la démocratie directe. C'est donc plutôt au niveau des individus, de projets spécifiques que l'on pourra trouver une certaine résonance avec les préoccupations portées par la troisième voie: la modernisation du service public de Moritz Leuenberger, la renaissance urbaine communautaire (*Werkstadt Basel*) de Barbara Schneider, la gestion automatisée des centres sociaux de quartier de Monika Stocker à Zurich, par exemple.

L'impossibilité d'identifier véritablement une troisième voie en Suisse est aussi, hélas, ce qui permet d'agiter ce terme dans le débat local comme un chiffon rouge provocateur, pour la louer ou la flétrir, sans grand rapport avec la réalité, de David de Pury à Jean-Claude Rennwald.

l'évaluation, à la comparaison, à la communication, et à l'expression d'une orientation générale plus que d'un programme complet et détaillé.

Une histoire récente

Tout commence en 1985 aux Etats-Unis: dans son acception actuelle (voir encadré), la troisième voie a été inventée pour permettre aux démocrates de reconquérir le pouvoir en se distançant tant de la nouvelle droite (Ronald Reagan a été élu en 1980) que des «libéraux» (la gauche traditionnelle, étatisiste et dépensière, dans le vocabulaire américain, qui dominait alors le parti): Reagan a été réélu en 1984 contre le démocrate libéral Walter Mondale.

A la manière anglo-saxonne, la politique s'organise de manière souple en marge des partis eux-mêmes, et en symbiose entre élus, praticiens de terrain et chercheurs. Fondé en 1985 sous le patronage d'une grande dame du parti démocrate, Pamela Harrimann (par la suite ambassadrice des Etats-Unis en France), le *Democratic Leadership Council* (DLC) qui a donné naissance au mouvement des Nouveaux Démocrates (c'est le nom de sa revue bimestrielle) a eu pour président un certain Bill Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas. Son réservoir intellectuel est le *Progressive Policy Institute* (PPI),

une émanation de la *Progressive Foundation*. Sur ces deux piliers, autour desquels gravite aujourd'hui la constellation des Nouveaux Démocrates à tous les échelons du pays, s'est construit le programme qui, après la victoire de Bush, successeur de Reagan, sur le libéral Dukakis en 1988, a permis à Bill Clinton d'être élu en 1992 et réélu en 1996.

A droite les liens étaient étroits entre Reagan et Thatcher (arrivée au pouvoir en 1979), les républicains apportant un soutien logistique à la dernière victoire électorale du parti conservateur britannique. L'aile moderniste du parti travailliste s'est, elle aussi, appuyée sur l'ami américain pour forger le New Labour. Il faut ici souligner les combats courageux, et nullement gagnés d'avance, engagés par Blair à l'intérieur du parti pour en renouveler la doctrine et en démocratiser le fonctionnement. fb

Documentation utile: Revue *Esprit*, mars-avril 1999: «Le pari de la réforme»; *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès* (présidée par Pierre Mauroy), n° 13, août 1999: «Blair-Schröder: Le texte du Manifeste et des analyses critiques»; diverses références sur l'Internet sont également présentées sur le site de DP: www.domainepublic.ch.

La semaine prochaine: «Ce qui fait courir Tony Blair», par François Nordmann.

COURRIER

Le coût du soldat

LA SUITE DE l'article intitulé «Les coûts record de l'armée suisse», paru dans *Domaine Public* n° 1413 du 24 décembre 1999, je me permets de soumettre à votre perspicacité ces quelques chiffres, approximatifs et tirés des sites Internet de différentes armées européennes.

En prenant le coût de l'armée par tête d'habitant, la Suisse se classe effectivement dans les pays les plus «chers», mais il ne faut pas oublier non plus que, par soldat équipé et formé, nous sommes dans les meilleurs marchés.

En effet, si nous prenons un budget de six milliards de francs par an, les 340 000 soldats suisses «coûtent» annuellement environ 18 000 francs par tête; le soldat allemand revient quant à

lui à près de 140 000 francs (Allemagne: environ 42 milliards de budget militaire et 340 000 soldats), le soldat français à environ 114 000 francs (France: environ 48 milliards de budget militaire et 420 000 soldats) et le soldat belge à environ 100 000 francs (Belgique: environ 4 milliards de budget et 40 000 soldats).

Cette différence de coûts s'explique principalement par le fait d'avoir ou non des soldats professionnels. Ces derniers sont peut-être mieux entraînés (ce qui reste à prouver), mais ils coûtent cher... Economiquement, l'armée de milice est préférable. [...]

Bernard Ericz,
Oestermundigen